

Un paradoxe historique : la social-démocratie allemande inspiratrice du bolchevisme

par Georges GORIELY

Professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles.

★

Si un parti socialiste a la réputation d'être modéré, raisonnable, c'est bien le Parti Social-démocrate ouvrier allemand, ou SPD. C'est même peu dire. Le programme que la SPD (*) s'est donné en 1959, au congrès de Bad-Godesberg, se situe en deçà de tout réformisme. Le parti met une véritable coquetterie et une lourde insistance à proclamer son attachement au système politique et aux structures économiques et sociales établies — à l'économie de marché, à la propriété privée des moyens de production, à la démocratie parlementaire, au réarmement, à l'alliance atlantique —, à manifester qu'aucun principe fondamental ne l'oppose à la CDU alors au pouvoir, qu'il pratiquerait la même politique, mais avec plus d'intelligence et de dynamisme, bref, à réduire l'affrontement à ce qu'il est habituellement aux Etats-Unis, où rien d'essentiel n'oppose démocrates et républicains.

Est-ce là une situation nouvelle ? Cette extrême modération marquerait-elle une rupture — certains diront une trahison — par rapport au passé ? Assurément non. On songe immédiatement au vote des crédits de guerre par les députés socialistes unanimes (un dixième d'entre eux, quatorze, s'y étaient opposés, il est vrai, au sein du groupe parlementaire) le 4 août 1914, (le jour même de l'invasion de la Belgique !). Lorsqu'en novembre 1918 le pouvoir tomba presque par accident entre les mains des sociaux démocrates, par la grâce du haut commandement militaire, qui ne voulait pas prendre sur lui l'opprobre de l'armistice, ils ne surent tout simplement pas quel usage en faire. Pis que cela : ils veillèrent à ce que,

* Le mot « Partei » étant féminin en allemand, nous mettons — pédanterie peut-être — SPD au féminin.

derrière la façade de la République de Weimar, il ne fût touché en rien aux puissances traditionnelles en matière industrielle, terrienne, militaire, administrative, diplomatique, judiciaire. Et l'on ose à peine évoquer la passivité du parti face à la montée du nazisme, au point qu'Hitler put le balayer sans avoir véritablement à le combattre.

Voilà qui constitue un bilan plutôt déprimant, et ressenti aujourd'hui comme tel par tout militant soucieux du renouveau du socialisme.

Et pourtant telle est loin d'être l'image qui a jadis régné à son endroit. En effet, la SPD a longtemps apparu comme le joyau du socialisme international. Est-ce là une simple illusion d'optique ? A notre sens, oui : on a confondu dogmatisme théorique et intransigeance révolutionnaire, chauvinisme de parti et fidélité au socialisme, puissance organisationnelle et efficacité dans l'action. Et pourtant si illusion il y a eu, elle fut largement créatrice, car la SPD ne relève pas, à l'instar de tant d'autres partis, simplement de l'histoire parlementaire nationale allemande. Elle a représenté un jalon essentiel de ce qu'a eu de plus dramatique l'histoire contemporaine. En effet, si le marxisme a pu, après la mort de Marx, s'imposer comme idéologie dominante du mouvement ouvrier international, ce fut dû entièrement à l'action des dirigeants sociaux-démocrates allemands : le vieil Engels, mort en 1895, ses jeunes disciples Karl Kautsky et Edouard Bernstein, les dirigeants de l'appareil du parti Wilhelm Liebknecht et August Bebel.

Et ici, il conviendrait d'apporter une précision terminologique. Le mot « social-démocrate » a pris, dans certains milieux de gauche, une acception droitrière qui en fait presque un terme injurieux. Certes, la description que nous avons nous-même donnée des faiblesses évidentes de la SPD peut expliquer cette coloration péjorative. Mais il faut éviter ici tout anachronisme. Les étudiants sont souvent surpris lorsque nous leur « révélons » ce fait élémentaire que, jusqu'en 1918, Lenine s'intitula social-démocrate et que tel fut le titre de l'organe de presse de son parti. Et il n'y a pas là simple homonymie entre partis aux desseins au demeurant fort différents. Lenine était membre du parti social-démocrate ouvrier russe qui s'était constitué sous cette appellation à Minsk en 1898, c'est-à-dire que très volontairement et consciemment il aspirait à être l'homologue du parti allemand. L'inspirateur principal de ce parti qui naissait au pire moment de l'autocratie était Georges Plekhanov. Ce qu'il voulait au juste, c'était rompre avec ce qui avait constitué la tradition révolutionnaire proprement russe : le populisme ou « *narodnitchestvo* ». Celui-ci inspiré surtout, dans sa formule éducative, par Herzen et Lavrov, et par Bakounine dans sa forme violente, voire terroriste, poursuivait une révolution qui fût conforme aux réalités essentiellement paysannes de la Russie, basé sur des communautés agraires (*obchtchina* ou *mir*), tournait le dos au capitalisme, au

mercantilisme, à l'égoïsme d'un Occident qu'en accord avec l'extrême-droite slavophile, les *narodniki* étaient assez enclins à traiter de « pourri ».

A défaut de soulèvement populaire, une fraction des *narodniki*, ceux qui s'intitulent « Terre et Liberté », s'est lancée dans le terrorisme individuel à l'endroit des agents du pouvoir, et l'aboutissement en est, en 1881, l'assassinat du Tsar Alexandre II. Or cet assassinat est loin d'avoir l'effet espéré, car l'avènement d'Alexandre III, marque un retour brutal de l'autocratie, manifestée notamment par une politique de russification et d'antisémitisme à outrance et par la toute-puissance de la nouvelle *Okbrana*. Curieusement toutefois (Mais est-ce là un véritable paradoxe ? N'en voyons-nous pas de nombreux équivalents depuis Napoléon III jusqu'à Franco ?) la réaction politique va de pair avec un remarquable essor industriel. Il se constitue un capitalisme sauvage, financé souvent de l'étranger et notamment de Belgique, mais incontestablement efficace et dont le rythme d'expansion est le plus grand du monde après celui du Japon. N'y a-t-il pas là un instrument nouveau pour une action révolutionnaire efficace ? Non plus une masse de moujiks analphabètes, faméliques, hébétés, souvent manipulés par le pouvoir et l'Eglise, mais une classe ouvrière beaucoup plus aisée à organiser, minoritaire certes, mais appelée — Marx l'a démontré — à devenir quantitativement dominante et qui, de toute façon, est forte là où se situent les centres de pouvoir, c'est-à-dire les deux capitales, Pétersbourg et Moscou. Et voilà qu'à une conception de l'action révolutionnaire rurale, paysanne, « tiers-mondiste » avant la lettre serait-on tenté de dire (idéologie qui subsiste dans ce qui à partir de la fin du XIX^e siècle se présentera comme le parti socialiste révolutionnaire) s'oppose une conception urbaine, occidentaliste, industrialiste, ouvriériste. La social-démocratie russe vit véritablement à l'heure allemande. D'ailleurs, l'Allemagne présentait certains traits d'analogie avec la Russie. Elle se voulait sinon un Etat autocratique à tout le moins un *Obrigkeitsstaat*, un Etat où le pouvoir venait d'en haut. Même s'il n'était pas absolutiste, il était strictement hiérarchisé et marqué d'esprit d'ancien régime. Longtemps retardé économiquement, le pays avait connu une formidable expansion industrielle qui, par contrecoup, avait créé une classe ouvrière plus qu'ailleurs organisée et idéologiquement consciente. Celle-ci semblait avoir trouvé la juste recette de l'action révolutionnaire. Une évolution de même type n'était-elle pas concevable pour la Russie ?

C'est, il est vrai, sur ce dernier point qu'une divergence grave allait se produire au congrès commencé en 1903 à Bruxelles et achevé à Londres et d'où allait naître la scission entre Bolchéviks et Menchéviks. Scission qui se fit dans la confusion et dont bien peu de contemporains comprirent la portée, car ces termes signifient respectivement majoritaires et minoritaires et nullement maximalistes et minimalistes. La question débattue

apparaissait uniquement d'ordre organisationnel et ne touchait en rien à l'idéologie.

Les Menchéviks ne s'affirmaient pas plus modérés, moins attachés à la révolution ni même à la dictature du prolétariat que les Bolchéviks. Ils voulaient tout simplement ouvrir plus largement les portes du parti. La différence dans la formulation même de l'article premier des statuts à propos de laquelle se fit la scission est tellement subtile qu'il faut s'y prendre à plusieurs fois pour en comprendre la portée : « *Est membre du parti, disait Lénine, quiconque professe son programme et soutient le parti non seulement matériellement, mais encore par sa participation personnelle à une de ses organisations* ». L'opposition des Menchéviks portait sur le dernier membre de phrase, auquel ils substituaient « *et lui apporte un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations* ». On pouvait avoir une conception restrictive de la qualité de membre (ne serait-ce qu'à cause de la situation de clandestinité) et préconiser une action prudente, souhaiter au contraire un parti de masse et préconiser une action résolue. Il reste qu'au moins pour Lénine préconiser un parti de révolutionnaires professionnels signifiait, au moins implicitement, la volonté d'une prise totale de pouvoir dès que l'occasion se présenterait et cela le mettait d'emblée fort loin de tous ceux qui au début de ce siècle passaient pour représenter le marxisme : Kautsky, Bebel, Guesde, Vandervelde, Turati, Antonio Labriola, De Brouckère, Plekhanov (qui pourtant avait en 1903 appuyé Lénine), tous personnages placides et qui jamais de leur vie n'eussent imaginé d'être liés à quelque conspiration.

Ainsi donc MM. Willy Brandt et Brejnev sont les produits d'un même mouvement historique, celui qu'incarrait la Deuxième Internationale, fondée en 1889, et sur laquelle la social-démocratie allemande, qui avait plus de membres à elle toute seule que l'ensemble des autres partis adhérents, exerçait une incontestable hégémonie. L'affirmation a l'air énorme car les deux hommes représentent non seulement deux systèmes différents de pouvoir, mais appartiennent véritablement à deux autres mondes. Et pourtant, le fait est historiquement incontestable. Essayons donc de comprendre comment un même mouvement historique a pu prendre des avatars aussi radicalement différents.

L'aveu de cette extrême modération de la SPD n'est intervenu qu'en 1959. Entre 1891 et 1959 le parti continuait à s'affirmer marxiste. Et le marxisme n'était pas en l'occurrence une proclamation de principe sans portée pratique. Si le marxisme a eu un destin sans équivalent pour aucune autre idéologie, au moins depuis la Réforme, s'il tient lieu de religion temporelle pour un tiers de l'humanité, c'est là le résultat de l'action de la social-démocratie allemande. C'est elle qui a diffusé à travers le monde les œuvres fort peu connues du vivant de Marx, les a de mille

façons résumées, interprétées et réinterprétées. La diffusion du marxisme est un haut fait de la culture allemande, elle a été l'œuvre d'Allemands, d'Autrichiens ou d'étrangers germanisés tels Rosa Luxemburg, Parvus, Pannekoek. S'il n'y avait pas eu de social-démocratie, le monde n'eût pas été privé d'agitations, de révoltes et de dictatures, mais elles ne se seraient pas faites au nom du marxisme, Marx n'eût pas eu le destin de Bouddha, de Jésus ou de Mahomet.

Comment un homme presque inconnu de son vivant a-t-il pu soudain être découvert en tant que maître, prophète, savant, qu'unique penseur capable de montrer à l'humanité le chemin de son émancipation ? Tâche délicate entre toutes. L'œuvre de Marx a été à ce point invoquée, on a mis une telle ardeur, une telle fureur parfois tant dans son apologie que dans son anathème qu'il est devenu fort difficile de l'aborder sans prévention.

Ce l'est particulièrement à l'heure présente.

Il y a quelque cinq ans il était, au moins en France, difficile de s'affirmer homme de gauche, de mettre en cause les structures existantes dans les relations de production, d'échange international, de famille et de couple, d'enseignement sans se dire marxiste. Et puis a surgi soudain l'étrange phénomène « nouveaux philosophes ». D'anciens communistes, à qui l'œuvre de Soljenitsine a enfin révélé l'ampleur et l'horreur sans nom des crimes staliniens, ont voulu, par delà Lénine, remonter aux sources intellectuelles du bolchevisme et c'est chez Marx même qu'ils ont voulu retrouver l'aspiration au pouvoir totalitaire et à l'anéantissement de toute déviance vraie ou supposée. Ne sont-ils pas passés d'un extrême à l'autre à l'endroit d'un homme dont l'œuvre peut-être ne méritait ni cet excès d'honneur ni cette indignité ?

Celui qui la lit en profane a le sentiment d'avoir affaire à un grand penseur... du XIX^e siècle. Car il est difficile de considérer que sa manière de raisonner sur l'économie, sur les relations sociales, sur la philosophie, sur la science, sur la nature du pouvoir étatique, en fasse notre contemporain. Il a assurément mis en valeur un aspect essentiel de son temps. Il a compris, après Henri de Saint-Simon, que notre société serait marquée principalement par son développement industriel. C'est là aujourd'hui un lieu commun. Mais ce n'en était pas un dans les années 1840 en Europe occidentale, ni même à la fin du siècle en Russie qui, pour beaucoup, semblait vouée à son destin paysan. Ce qui est plus important, c'est qu'il a essayé et largement réussi à réconcilier les ouvriers avec cette évolution aliénante pour de vastes masses, mais apparemment fatale, dans la mesure où il leur a montré une nouvelle possibilité d'action et d'émancipation : « se constituer en classe ».

Soulignons l'importance de cette dernière expression du Manifeste Communiste. Elle indique que la conscience de classe n'est pas une donnée

naturelle, mais l'expression d'une volonté commune. Et c'est bien ce qu'effectivement les grandes masses ont retenu de Marx : il suffit que les ouvriers s'unissent et s'organisent pour disposer d'une force immense sans laquelle l'appareil industriel est incapable de fonctionner. Peut-être que cette idée serait née aussi sans Marx, mais Marx lui a donné une empreinte toute particulière. Il a aussi existé aux Etats-Unis de violents affrontements sociaux et pourtant on ne peut dire qu'il y ait existé, au sens marxiste, un mouvement socialiste. Les syndicats y sont des « lobby » comme les autres. Ils ne se sont jamais fixé comme but l'émancipation de l'humanité. Ils sont conscients qu'ils défendent des intérêts des plus légitimes, mais qui restent ceux de groupes parmi d'autres. Or ce qui a le plus séduit chez Marx, c'est que la cause de la classe ouvrière s'identifiait avec celle de toute l'humanité souffrante, que son avènement devait marquer la fin de toute forme d'oppression. Ce n'était là qu'un mythe, mais un mythe qui a pu être créateur, qui a renforcé chez l'ouvrier le sens de la solidarité humaine et de la justice.

Mais ce qui a été le meilleur a pu aussi devenir le pire, dans la mesure où on oubliait que les ouvriers étaient des hommes qui n'avaient pas reçu une grâce particulière et restaient marqués de toutes les faiblesses liées à l'humaine condition. Et ce sont justement les aspects les plus contestables de la pensée marxiste qui ont exercé le plus de séduction. Nous y voyons en effet trois faiblesses dont les effets peuvent être redoutables : le millénarisme, l'autoritarisme, le scientisme.

Le millénarisme ne signifie pas seulement, ce qui serait parfaitement raisonnable, que la classe ouvrière est capable de s'améliorer elle-même et d'améliorer la société, mais aussi qu'elle est capable de créer un homme nouveau, et aussi une société nouvelle où chacun peut s'épanouir pleinement sur le plan individuel tout en restant entièrement solidaire de son prochain, un ordre social d'où toute violence, toute inégalité entre nations, groupes fonctionnels quelconques (par exemple travailleurs manuels et intellectuels), sexes, serait à tout jamais extirpée. Idée redoutable dans la mesure où elle suppose qu'il existe une panacée (un « il n'y a que ») du bonheur humain.

Non, il ne suffit pas d'abolir le capitalisme pour que toute forme d'oppression, de haine, d'inégalité, d'humiliation soit automatiquement balayée. Et comme toutes ces choses, après la révolution, n'ont que trop tendance à subsister et qu'on ne dispose de nulle explication proprement sociologique, la tentation est forte de s'en prendre à la perversité de certains hommes. Les suites ne sont, hélas, que trop connues et Marx n'a jamais mis en garde contre elles. Comme les démocrates de son temps, il restait prisonnier du précédent sacré de la Révolution française et du modèle jacobin.

Mais, objecteront certains, Marx n'a-t-il pas écrit — c'est même une de ses phrases les plus connues — « *l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même* ». Cette phrase est ambiguë : signifie-t-elle que les ouvriers n'ont pas besoin d'une organisation qui les encadre et guide leur combat, qu'ils peuvent le mener tout seuls au niveau de chaque entreprise ? C'est en effet là la conception du syndicalisme révolutionnaire, d'inspiration surtout proudhonienne, et qui a fleuri dans les pays latins : « action directe » des travailleurs qui s'unissent spontanément dans chaque entreprise pour mener une lutte de classes permanente contre les patrons. Pas d'appareil organisationnel permanent et séparé des masses, pas de « permanents », mais des ouvriers devenus militants et maîtres de leur propre combat. Dans sa forme originelle, l'idée de « soviets » part de la même inspiration. Mais nous sommes ici fort loin de ce qui a fait la fortune du marxisme. De telles idées, en effet, n'étaient accessibles qu'à des groupes restreints d'ouvriers hautement qualifiés, travaillant dans de petites entreprises encore semi-artisanales.

Ce fut le mérite certain de Marx d'avoir compris la nature de la grande industrie. Des milliers d'ouvriers, simples manœuvres ou hâtivement spécialisés, remplissent ces nouvelles casernes que constituent les fabriques modernes. Ils accomplissent un travail parcellaire et répétitif, ils ne savent souvent pas ce qu'ils produisent véritablement, ce qu'est la finalité de leur entreprise. La seule chose dont ils aient conscience, c'est qu'ils sont exploités. Et voilà que se présente soudain un parti qui les convainc que leur force est irrésistible, pour autant qu'ils s'organisent sur le plan le plus large possible, national et même international, dans le cadre d'un parti qui les protège, se soucie de leurs besoins quotidiens, les prend en charge. Il leur offre des organisations de toutes formes, syndicale, coopérative, mutualiste, culturelle, pour jeunes, pour vieux, pour femmes, pour intellectuels. Mieux que cela, il promet à des hommes qui souffrent ou du moins subissent une frustration permanente, un avenir radieux. Mais pour cela, il ne fallait jamais perdre la foi dans le parti, lui rester toujours fidèle, militer en sa faveur, renforcer sa puissance et son rayonnement. « Nous sommes organisés », voilà sans doute la phrase que les vieux militants sociaux-démocrates mettaient le plus de ferveur à prononcer. Autrement dit, nous avons créé notre propre appareil de puissance. Est-ce là une conception incompatible avec le slogan de Marx : « *l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes* » ? Nullement : nos ennemis de classe ont leur Etat, et bien ! nous avons créé nous-mêmes un contre-Etat, nous avons nos propres dirigeants, nos propres fonctionnaires, même notre contre-empereur, car c'est ainsi qu'apparaissait le président du parti, Auguste Bebel.

Et ici, nous pourrions parler d'une dialectique entre identification et aliénation. L'homme est perdu lorsqu'il ne trouve aucune autorité au-dessus de lui, personne pour le guider, le protéger, l'assister. Et pourtant, cette autorité tutélaire longtemps tant aimée peut à tout moment être ressentie comme étrangère et aliénante, ceux dont on disait jusque là « nous » peuvent à tout moment devenir « eux » : ceux qui nous dominent nous oppriment, nous manipulent. L'« appareil » peut apparaître comme une couche sociale séparée, ayant ses intérêts spécifiques et même sa propre idéologie.

Et nous touchons ici au troisième et au plus redoutable aspect de la Vulgate marxiste : le scientisme. C'est en effet à la bureaucratie dirigeante du parti qu'il convenait le mieux de voir en Marx non seulement un bon analyste de son temps ni même un simple prophète, mais au plein sens du terme, un savant : de présenter le socialisme marxiste comme le seul authentiquement scientifique, celui qui portait en lui l'accomplissement de tout le processus historique, non seulement de l'humanité, mais de l'ensemble de l'univers. On s'est mis soudain à découvrir que l'essence du marxisme, c'était le matérialisme dialectique, fondement de granit de toute science. Ce fameux « Diamat » constitue-t-il vraiment l'essence de la pensée marxiste ? Dieu merci, non ! Il n'a rien à voir ni avec l'hégélianisme ni avec l'économie politique ni avec aucune des aspirations politiques et morales désignés jusque-là comme socialistes. Son origine, c'est une extrapolation des idées darwiniennes et nous en trouvons des échos chez des penseurs parfaitement bourgeois tels Spencer ou Heckel.

Elles ont malheureusement été reprises dans deux brochures d'Engels, les pires qu'il ait jamais écrites : « *L'Anti-Dühring* » et « *La Dialectique de la nature* ». Engels était un bon observateur des réalités sociales de son temps et un homme politique souvent avisé, mais il était un fort mauvais philosophe. C'était après tout son droit, tout comme rien ne lui aurait interdit d'être un peintre du dimanche ou un méchant rimailleur. Il n'a d'ailleurs jamais prétendu que sa conception « ontologique » dût être élevée au rang d'un dogme officiel. Mais c'est cette allure de déterminisme et de scienticité qui, sous l'impulsion de Kautsky, fascina le plus les dirigeants sociaux-démocrates allemands au premier chef, mais rayonna sur l'ensemble de la deuxième Internationale, notamment à travers Plekhanov et bientôt Lénine, sur la social-démocratie russe. Ils étaient convaincus de connaître le véritable devenir historique et leur pouvoir au sein du parti était justifié par leur savoir. A eux d'instruire, de guider, de diriger, et même de dominer ! Le marxisme, tel qu'ils le comprenaient, était le fondement de l'intégration interne du parti, de son incomparable rôle historique. La puissance administrative de la SPD, l'emprise qu'elle exerçait sur ses membres, ses succès électoraux étaient la garantie de la victoire

finale de la cause qu'elle incarnait et démontraient quasi-expérimentalement la « vérité » de sa doctrine, sa conformité à la marche inexorable de l'histoire. Quand, où, comment cette victoire se réaliserait-elle, selon quelle méthode s'accomplirait la prise de pouvoir et selon quel principe concret serait organisée la société socialiste, de tout cela, il était peu question.

Et ici la faiblesse réside chez Marx lui-même. Marx était, nous l'avons dit, un brillant observateur de son temps. Il a décrit de manière souvent exacte les crises qu'allait connaître le capitalisme, même si celui-ci a réussi à les surmonter bien mieux que le maître ne l'avait prévu. Mais de véritables projets d'avenir, une vision socialiste articulée du monde, on n'en trouve guère chez lui. Son millénarisme reste terriblement abstrait. On sait qu'un jour viendra où se réalisera l'homme intégral, où l'humanité passera de la préhistoire à l'histoire, du règne de la nécessité à celui de la liberté, mais quelles formes concrètes tout cela revêtira-t-il ? L'égalité sera-t-elle totale et quelle place laissera-t-elle aux diversités de tous ordres ? Qui remplacera effectivement la direction capitaliste et comment seront gérées les entreprises ? Et ne parlons même pas des problèmes qui agitent tellement aujourd'hui la pensée de gauche : environnement, vie familiale, éducation, émancipation de la femme, redistribution mondiale du revenu et du savoir-faire technologique, autonomie et diversité des cultures régionales.

Marx souvent ne répond pas à ces problèmes ou quand il le fait, c'est pire encore. Il est en effet étonnant combien Marx répondait à de tels problèmes selon les modes de pensée de son temps, combien un démocrate radical du XIX^e siècle pouvait être farci d'idées qui aujourd'hui ont une tonalité des plus réactionnaires. En effet, les préjugés sociaux et nationaux abondent chez lui. Il a assurément exalté l'ouvrier, mais c'est dans la mesure où c'est sur lui que repose le nouvel ordre industriel. Toute misère étrangère à cet ordre est sans signification historique. Et Marx n'a même pas de compassion à son endroit. C'est avec un mépris brutal qu'il parle du prolétariat en haillons (c'est lui qui a créé le concept de « Lumpenproletariat ») et de la paysannerie. Le mot « peuples civilisés » revient constamment sous sa plume et bien faible est le nombre de ceux à qui il accorde cette qualité. Tout ce qui n'appartient pas au monde occidental est qualifié d'après l'expression hégélienne de « sans histoire » et peut être légitimement dominé. Il croit au grand Etat centralisé et homogénéisé, un et indivisible, sur le modèle jacobin (et c'est ainsi qu'il se représentait l'avenir de la grande Allemagne), au caractère civilisateur des entreprises coloniales, notamment en Inde et en Chine, au caractère nécessaire des guerres (principalement contre l'ennemi principal de tout progrès —, la Russie), guerres qui devaient être menées non par des armées professionnelles, mais par la grande masse des conscrits, ce qui paraissait à l'époque l'acquis principal de la révolution française.

Le danger du scientisme marxiste ne réside nullement là où le situe le simplisme hargneux de la droite. Il n'est nullement à la source de toute subversion dans le monde. Bien au contraire, le strict déterminisme qu'il proclame justifie l'apathie, ce que d'aucuns ont appelé « l'attentisme révolutionnaire ». La foi en la révolution ne devait jamais être abandonnée, mais il n'y avait pas trop à se soucier de la préparation et de la conduite pratique de celle-ci : le parti pourvoyait à tout. C'est dans l'affirmation de cette infailibilité du parti, dans cette négation de toute spontanéité et même de tout questionnement par la base que résidait le danger totalitaire déjà présent dans la vieille social-démocratie.

Cet élément de totalitarisme signifiait-il aussi volonté de conquête totale de l'appareil d'Etat ?

Cela pouvait en certaines circonstances être le cas, et c'est bien ici que nous trouvons Lénine, le Lénine qui ne se dévoile pleinement en cette matière que dans ses fameuses thèses d'avril 1917, c'est-à-dire au moment où l'Etat russe est dans un état de totale décomposition. Mais en général, la tendance du parti est de s'accommoder d'un Etat à caractère parlementaire et où il peut préserver sa zone particulière de puissance et d'influence. Et cela vaut non seulement pour les vieux partis sociaux-démocrates devenus « révisionnistes », mais également aujourd'hui en Europe occidentale pour les divers partis communistes qui continuent pourtant à faire profession d'orthodoxie. Le sectarisme idéologique, l'exclusivisme organisationnel sont parfaitement compatibles avec la torpeur pratique.

Mais comment le marxisme s'est-il répandu dans la classe ouvrière allemande ? Comment un obscur émigré, tirant à Londres le diable par la queue, dont l'œuvre était fort peu diffusée et même en grande partie inédite, peut-il être devenu peu après sa mort le penseur guide de la classe ouvrière ? Ici il faut distinguer deux étapes : la première, c'est la création en 1863 par Ferdinand Lassalle de l'Association Générale des Ouvriers (*Allgemeiner Arbeiterverein*). Lassalle rappelle Julien Sorel, mais en plus romanesque que le héros de Stendhal. Généralement on l'oppose à Marx le « révolutionnaire », comme le dirigeant ouvrier rallié à l'Etat établi. Et assurément il est fort éloigné de ce qu'évoque aujourd'hui la notion de marxisme. Néanmoins, nous sommes d'avis qu'il fut du vivant de Marx son seul véritable disciple. Disciple — mais nullement épigone ! Il avait beaucoup d'idées personnelles, interprétait Marx à sa façon et pour servir sa propre ambition. Cet homme qui, en dépit de ses origines, se fait entretenir par la comtesse Hatzfeld et cultive d'étranges relations mondaines et épistolaires avec Bismarck, reste fidèle à Marx, à l'époque où ce dernier, totalement délaissé, éprouve un âpre ressentiment devant l'éclat de la vie de Lassalle. Ce ressentiment, le petit-fils de rabbin l'exprime par de violentes injures antisémites traitant son rival, Lassalle, d'« Ephraïm

Gscheid », de « *Jüdel Braun* » de « *Jüdischer Nigger* ». Et pourtant, Lassalle avait admirablement compris comment l'enseignement de Marx était utilisable, non pas pour une quelconque entreprise subversive, mais au contraire pour une action légale dans le cadre d'une Prusse semi-autocratique. De l'enseignement de Marx, il retient ce qui peut avoir le plus d'impact sur l'ouvrier : l'inexorable exploitation de l'ouvrier tant que subsiste le régime capitaliste, la paupérisation croissante (il va même plus loin que Marx avec sa « loi d'airain »), la nécessité de la lutte des classes, de l'organisation et de la solidarité ouvrières. Bien des traits qui plus tard passeront pour typiquement marxistes ont, en fait, une origine lassallienne : le style des relations internes entre ouvriers, le drapeau rouge, l'interpellation par « camarade » (*Genosse*), le sentiment d'appartenir à une culture spécifique, l'organisation rigoureusement hiérarchisée et autoritaire dans sa structure. Plus qu'autoritaire dans le cas de Lassalle, qui avait réussi par son éloquence à devenir un authentique « *Führer* » charismatique, et ici on peut se demander si la mort romantique, si peu dans la tradition socialiste (rappelons qu'il fut tué en duel), qui, à 39 ans, interrompit une carrière qui n'en était qu'à ses débuts, a été un bonheur ou un malheur. Lassalle aurait-il pu en effet réfréner une ambition qui ne cessait de croître ? Toujours est-il que le caractère autoritaire qu'il imposa à son association correspondait aux besoins des masses ouvrières sans qualification, même si cet aspect autoritaire eut par la suite un caractère davantage bureaucratique que charismatique.

L'historiographie socialiste allemande a dans l'ensemble donné une image positive de Lassalle, puisqu'aussi bien c'est à lui que l'on fait remonter la naissance du premier parti proprement ouvrier. Il est vrai cependant que les sympathies de Marx allaient au parti constitué en 1869 à Eisenach, en Thuringe, par Wilhelm Liebknecht et le jeune August Bebel et qui s'est, lui, appelé parti allemand social-démocrate des ouvriers.

On a généralement voulu y voir un parti plus radical dans son action, plus « marxiste » au sens communément donné à ce terme. C'est vrai qu'il était plus hostile à l'ordre proprement prussien, d'inspiration plus « grande-allemande » (alors que Bismarck cherchait à créer la petite Allemagne à direction prussienne), plus républicain dans ses principes, mais son action n'en a pas moins été strictement légaliste. D'ailleurs, le destin allemand semblant avoir été fixé et stabilisé par Bismarck en 1871, les deux partis fusionnèrent à Gotha en 1875, sur la base d'un programme âprement critiqué par Marx.

Mais voilà que trois ans après, Bismarck se déchaîna sans que le parti lui eût donné quelque autre raison d'inquiétude que ses progrès électoraux et organisationnels, sous prétexte d'attentats anarchistes dont celui-ci

est de toute évidence totalement innocent. Et c'est la fameuse loi anti-socialiste. Le parti, sans perdre tout moyen légal d'action — sa représentation parlementaire reste autorisée — est en butte à de graves mesures de proscriptions. Il résiste avec courage, c'est indiscutable, mais avec le seul type de courage dont il soit capable. Car le courage n'a jamais manqué aux militants socialistes, tant s'en faut, et ils le manifesteront en des circonstances autrement dramatiques. S'ils ont connu tant d'échecs, ce n'est pas faute d'avoir su lutter, mais faute d'avoir su imprimer un véritable contenu politique à leur lutte. Résister n'a qu'un sens à leurs yeux : rester fidèle au parti. Fidélité qui n'est pas sans évoquer celle que saura conserver sous le nazisme l'Eglise confessante. Pas le moindre acte de violence, pas la moindre épreuve de force, mais chacun reste clandestinement à son poste, l'appareil et même la caisse du parti se conservent intacts. On confesse bien haut sa foi, et cela mène quinze cents militants dans les prisons qui fort heureusement, ne présentent aucune des horreurs concentrationnaires. Type de résistance qui peut être payante dans un régime qui, quoique brutalement autoritaire, n'a pas perdu tout sens juridique et moral, conserve un minimum de respect pour l'adversaire. Elle dure jusqu'au moment où la volonté répressive s'émousse, où l'étoile de Bismarck pâlit. Le Reichstag refuse en janvier 1890 de renouveler la loi et le parti sort de l'épreuve glorieux et rayonnant.

En est-il devenu pour autant plus révolutionnaire ? Bien au contraire. Son triomphe a été un triomphe de la légalité, et moins que jamais il songe à une action autre que strictement légale. Mais il a été persécuté, agoni d'injures et de calomnies. Cela ne prouve-t-il pas qu'il n'est pas un parti comme les autres ? S'il est tant haï, c'est que ses ennemis ont pris conscience de la mission historique dont il est le dépositaire : abolir le régime d'exploitation dont eux sont les représentants.

Et voilà qui rendait la masse des militants particulièrement sensible aux conceptions que sous l'égide du vieil Engels (mort en 1895) lançaient ses deux disciples, Kautsky et Bernstein (ce dernier encore orthodoxe à l'époque) et qui aboutit au nouveau programme, celui d'Erfurt, en 1891, lequel passa pour un modèle de rigueur marxiste. Etrange programme à dire vrai, fait de deux parties. La première est un démarquage du manifeste communiste qui nous annonce la fin du capitalisme, de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'expropriation des expropriateurs... d'où sont déduites comme revendications immédiates la généralisation du suffrage universel égal, direct et secret, la suppression de toute entrave à la liberté d'adhésion syndicale, la fixation à huit heures du travail quotidien dans les usines, l'augmentation de la sécurité du travail, la gratuité des enterrements.

Etrange association de visions quasi millénaristes qui entretiennent la foi dans l'incomparable mission historique du parti et de revendications réformistes fort modérées et prudentes, mais qui correspondent incontestablement aux aspirations quotidiennes de l'ouvrier.

Le programme d'Erfurt, la liberté reconquise, l'accroissement constant du nombre de membres et d'électeurs suscitèrent à l'époque une admiration qui dépassa largement les frontières de l'Allemagne. Les derniers écrits d'Engels sont véritablement des cris de triomphe. « *Le parti social-démocrate allemand, écrit-il en 1892, a acquis grâce à ses combats ininterrompus et à trente ans de sacrifices une position comme aucun autre parti socialiste dans le monde et qui lui garantit une prise du pouvoir dans un bref délai. L'Allemagne socialiste a pris dans le mouvement ouvrier international la position la plus avancée, la plus glorieuse, la plus responsable* ».

Nous sommes ici à la source de ce qui fut une des grandes illusions du siècle, à savoir que l'Allemagne possédait la classe ouvrière la plus nombreuse, la plus organisée, la plus consciente idéologiquement et que cela lui donnait une vocation révolutionnaire particulière. Lorsque Lénine misait sur la révolution mondiale, il avait concrètement en tête la révolution allemande. Seule l'Allemagne semblait pleinement répondre à toutes les normes d'industrialisation, de développement culturel, d'occidentalisation requises par l'orthodoxie marxiste. Cette vision n'a jamais correspondu à un quelconque rapport véritable de forces. Cette social-démocratie que l'on se représentait triomphante était en fait totalement exclue des centres de puissance étatique, elle n'était que tolérée et menait une sorte de vie de ghetto en marge de la structure établie du pouvoir. Elle n'était nullement capable de tenter une quelconque épreuve de force et elle n'y aspirait même pas.

De cette apathie on donne souvent une explication idéologique, et un concept revient constamment, celui de « révisionnisme ». On parle de deux lignes et cela aussi bien à droite qu'à gauche. A droite, c'est pour louer les socialistes modérés, responsables, fidèles à l'Etat (notamment en temps de guerre) et pour les opposer aux marxistes orthodoxes, supposés incarner une volonté permanente de subversion. Mais avec des valorisations opposées l'historiographie communiste ne dit pas autre chose. La bonne ligne, c'est celle qui serait restée en tous points fidèle à Marx et à Engels, à leurs disciples W. Liebknecht et Bebel (lesquels, contrairement à Kautsky, eurent l'excellente idée de mourir avant 1914), pendant la guerre les indépendants de gauche et les spartakistes, et puis ceux qui allaient rejoindre le parti communiste et lui rester fidèles à travers toutes ses oscillations. La ligne perverse, celle de la trahison, commencerait déjà avec Lassalle, puis elle s'exprimerait dans cette horrible dépravation que constituerait le révisionnisme, qui aurait abouti au consentement des crédits

de guerre, à l'union sacrée, à l'attitude contre-révolutionnaire des Ebert, Scheidemann et Noske, de la social-démocratie en général à l'époque de Weimar.

Or, à notre sens, c'est bien moins le révisionnisme que le dogmatisme centriste, tel qu'il s'exprime dans le programme d'Erfurt, qui est à la source de bien des confusions et des incohérences. Il est d'ailleurs particulièrement choquant de voir que ce sont de prétendus marxistes qui mettent l'accent sur l'aspect idéologique des comportements humains. Pour eux, la condition première de la fidélité au socialisme c'est une foi inébranlable, bétonnée, dans le dogme marxiste. Ici, on pourrait justement utiliser la critique qu'a faite Marx lui-même de l'idéologie contre le marxisme orthodoxe. Car enfin une des phrases les plus volontiers citées de Marx et reprise de son introduction à la « *Critique de l'Economie politique* », c'est bien : « *Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, mais au contraire leur être social qui détermine leur conscience. Tout comme on ne peut juger un individu sur la manière dont il se représente, on ne peut juger une époque de bouleversement par la conscience qu'elle a d'elle-même* ». Des concepts tels que « fausse conscience », « mystification » seraient particulièrement adéquats pour caractériser le marxisme vulgaire.

Et la rupture entre socialisme et communisme ne doit pas être interprétée de manière purement idéologique. Le fossé est devenu si énorme entre eux qu'il est parfois devenu indécent d'évoquer leurs racines communes, et pourtant toute leur histoire depuis 1917 est faite d'antagonismes violents, mortels parfois, et pourtant au moins les militants de l'un et l'autre bord éprouvent la nostalgie d'une unité perdue.

La social-démocratie allemande a constitué le lien historique entre Marx et Lénine et bien des traits si tristement caractéristiques du communisme se trouvent déjà chez elle : chauvinisme de parti, discipline rigoureuse, hiérarchie bureaucratique, dogmatisme étroit. C'est là que pour la première fois fut anathémisé le révisionnisme, exactement à Dresde en 1899, dans la personne de ce même Eduard Bernstein dont Engels avait fait son exécuteur testamentaire.

Et pourtant il existait une différence essentielle entre les deux partis. L'aspiration totalitaire de la SPD se limitait à la domination à l'intérieur du parti. Celui-ci aspirait peu, trop peu sans doute, à s'emparer de la puissance de l'Etat.

Le parti souhaitait au premier chef que l'Etat respectât ses conditions internes d'existence et, en ce sens, il aspirait sincèrement à un régime de démocratie parlementaire pluraliste.

Lénine, lui, souhaitait que le parti s'emparât totalement de la puissance de l'Etat et c'est en fonction de cet objectif qu'il en conçut l'organisation.

Bien peu de militants comprirent — nous l'avons dit — la portée de la rupture intervenue en 1903. Il fallut l'effroyable guerre pour qu'apparut au grand jour la figure quasi inconnue jusque-là de Lénine. Son explication de l'origine de la guerre par une théorie nouvelle apparue au début du siècle, celle de l'impérialisme, auquel le capitalisme de monopole serait contraint pour sa simple survie, est en elle-même plus que contestable. Mais elle avait quelque apparence pour elle, les maîtres de l'appareil industriel étaient indispensables pour la conduite de la guerre et l'opinion pouvait aisément croire qu'ils l'avaient provoquée et poussaient dans leur seul intérêt à la poursuite des horribles massacres. Comme les sociaux-démocrates n'avaient opposé aucune résistance sérieuse au déclenchement de cette guerre et poursuivaient même une politique d'union sacrée, ils pouvaient être aisément dénoncés comme complices. En principe, les sociaux-démocrates avaient toujours attendu l'inévitable crise qui devait amener la révolution. En fait, lorsque pareille crise surgissait (et Dieu sait que la grande guerre en était une), ils révélaient surtout leur impuissance et leur désarroi.

Pour Lénine, au contraire, c'était là une perspective à laquelle il était parfaitement préparé et qui ne demandait aucune surcharge mentale. Il s'agissait simplement pour un groupe rigoureusement sélectionné de révolutionnaires professionnels se présentant comme porte-parole du prolétariat de s'emparer du pouvoir par ce qui, techniquement, n'était pas plus qu'un coup d'Etat. Dans l'état où se trouvait la Russie, ce fut — au moins en un premier temps — chose relativement simple.

L'idée de révolution, qui était devenue un pur état d'âme, confondu dans le meilleur des cas avec une volonté permanente de réforme et dans le pire avec une attente passive, prend soudain forme, chair : nos amis russes nous montrent comment les vrais révolutionnaires font la révolution, comment ils extirpent à leurs racines mêmes tous les méfaits du capitalisme : misère, chômage, impérialisme, guerre. Et les militants fort nombreux, majoritaires même dans nombre de pays au sortir de la guerre, qui pensaient de la sorte étaient eux aussi, à leur façon, des sociaux-démocrates. Ils ajoutaient simplement un contenu nouveau à une vieille foi gravement ébranlée. C'étaient, ce sont encore, des hommes devenus communistes pour les mêmes raisons pour lesquelles, en d'autres temps ou en d'autres lieux, ils eussent été sociaux-démocrates, et beaucoup d'ailleurs crurent rester pleinement fidèles à eux-mêmes en passant de la II^e à la III^e Internationale. En Occident, le communisme est devenu parti de masses dans des pays d'industrialisation récente, là où la mue révisionniste ne s'était pas encore accomplie ; où la rigueur idéologique et organisationnelle correspondait le

mieux aux frustrations, au besoin de protection, aux espoirs de libération des masses. L'état d'esprit de l'ouvrier de la banlieue parisienne ou de l'Emilie n'est pas différent, à quelques décennies d'intervalle, de celui de l'ouvrier allemand, belge ou scandinave. Le parti présente ce même dogmatisme théorique, ce même révolutionnarisme abstrait, et au fond cette même prudence pouvant aller jusqu'à l'inertie (qu'on songe simplement à son attitude en mai 1968), jusqu'au refus de l'action, cette même absence de programme économique et social vraiment audacieux adapté aux réalités de la société contemporaine. La seule différence avec la vieille social-démocratie, c'est que ce même rêve d'une libération finale, liée à la foi inconditionnelle dans le parti, a pu s'accrocher à une réalité présente, à savoir l'Union Soviétique, patrie du prolétariat, rempart de la révolution, et éprouve grand mal à s'en décrocher.

